



HAL
open science

Les élections législatives péruviennes

Gustavo Pastor, Gilles Leboucher

► **To cite this version:**

Gustavo Pastor, Gilles Leboucher. Les élections législatives péruviennes. Les études du Centre d'études et de recherches internationales, Centre de recherches internationales de Sciences Po (CERI), 2021, pp.75 - 78. hal-03578903

HAL Id: hal-03578903

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03578903>

Submitted on 17 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les élections législatives péruviennes

Par Gustavo Pastor

Le président Martín Vizcarra a dissous constitutionnellement le Parlement péruvien le 30 septembre 2019. Cette décision a mis fin à une longue polarisation politique entre les pouvoirs exécutif et législatif initiée en juillet 2016 et qui s'était traduite, entre autres, par la censure de plusieurs ministres, la démission du président Pedro Pablo Kuczynski, l'annulation de la grâce d'Alberto Fujimori et la détention préventive de Keiko Fujimori.

Les relations entre le gouvernement Vizcarra et le Parlement se sont progressivement détériorées sous l'effet de plusieurs facteurs, parmi lesquels la lutte contre la corruption et la mise en œuvre de trois réformes politiques ratifiées par référendum. Cette confrontation politique permanente s'est déroulée sur fond de manifestations citoyennes et de rebondissements politico-judiciaires liés au scandale Odebrecht¹ au Pérou. Toutefois, le travail efficace de l'« équipe spéciale » du bureau du procureur général chargée d'enquêter sur cette affaire a permis d'arrêter plusieurs dirigeants politiques impliqués dans des actes illicites. Ainsi, les anciens présidents Alejandro Toledo, Ollanta Humala, Alan García et Pedro Pablo Kuczynski se sont tous retrouvés sur le banc des accusés.

Une dissolution controversée du Congrès

L'élection de nouveaux juges au Tribunal constitutionnel (TC) a signé le point de rupture entre le Parlement et le gouvernement Vizcarra. En effet, celui-ci avait suggéré des changements dans le processus de sélection des membres du TC. Son intention était de rendre ces nominations plus transparentes et méritocratiques. Or la majorité fujimoriste et ses alliés au Parlement ne l'entendaient pas ainsi. Visés par plusieurs enquêtes judiciaires, ils ont manœuvré pour installer au sein de la plus haute institution judiciaire du pays des juges susceptibles d'agir en leur faveur. En réponse à cette tentative de prise de contrôle du TC par les fujimoristes, le Premier ministre Salvador del Solar a présenté une question de confiance au Parlement.

Le Congrès a alors commis l'erreur de poursuivre la procédure de désignation des juges du TC avant de débattre cette question de confiance. L'exécutif a ainsi pu arguer que le Congrès avait « tacitement » refusé la confiance au Premier ministre. Ce concept controversé de « censure tacite » a permis au président Vizcarra de dissoudre constitutionnellement le Parlement, car son prédécesseur Pedro Pablo Kuczynski avait déjà subi un vote de censure². Au moment même où les membres du Congrès votaient la question de confiance du Premier ministre, le président Vizcarra était en direct à la télévision pour annoncer la dissolution du Congrès avec effet immédiat. Cette décision controversée a conduit le Parlement à réagir en suspendant le président pour « incapacité morale » et en nommant la seconde vice-présidente, Mercedes Aráoz,

¹ Affaire de corruption entre l'entreprise de BTP brésilienne Odebrecht et diverses personnalités politiques, notamment des chefs d'Etat, principalement latino-américaines.

² Au Pérou, un président ne peut dissoudre l'Assemblée que si le gouvernement a été censuré à deux reprises par les parlementaires.

chef de l'Etat par intérim. Ainsi, pendant quelques heures, le Pérou a eu deux présidents à sa tête. Les forces de l'ordre, l'armée et la population ont rapidement rétabli la situation en manifestant leur soutien au président Vizcarra. De nombreux citoyens de tous âges sont descendus spontanément dans la rue en chantant pour célébrer la dissolution du Congrès, munis de drapeaux et de banderoles³. Plusieurs sondages ont également témoigné de la légitimité accordée au président, soutenu par environ 84 % de la population⁴. La légalité de cette mesure a été ratifiée quelques mois plus tard par le TC lui-même.

Le président Vizcarra a donc convoqué de nouvelles élections législatives pour le 26 janvier 2020, laissant ainsi l'exécutif gouverner pendant près de quatre mois sans le contrepoids institutionnel que représente le Congrès (réduit à une commission permanente de vingt-sept membres sans capacité législative). Si de nombreux partis politiques s'étaient prononcés contre la dissolution du Parlement, la plupart ont toutefois confirmé leur participation à ces élections exceptionnelles.

Une élection singulière

La campagne pour les élections législatives a été extrêmement courte. La population, qui s'était pourtant montrée très optimiste après la dissolution du Congrès, n'a pas accordé une grande attention à ce nouveau processus électoral. De fait, les électeurs n'ont commencé à s'y intéresser qu'après les fêtes de fin d'année. A leur décharge, cette campagne a été incarnée par des personnalités politiques totalement inconnues. Les principaux cadres de la plupart des partis politiques ont préféré attendre 2021 pour se présenter aux élections générales, et ce pour deux raisons : le court mandat de ce nouveau Parlement (environ dix-huit mois) et l'interdiction de se présenter aux deux élections.

Deux autres facteurs ont compliqué cette campagne : la limitation du financement des partis politiques par les entreprises (conséquence du scandale Odebrecht) et l'interdiction pour les groupes politiques de faire de la publicité dans les médias. De ce fait, elle a été marquée par une certaine austérité, les candidats se contentant de parcourir les rues, de participer à quelques débats télévisés et de promouvoir leurs listes dans le cadre électoral délimité par l'Etat.

Enfin, le nombre excessif de candidats a achevé de plomber ce processus électoral. Les listes des vingt et un groupes politiques en compétition comptaient cent trente candidats chacune. Il était donc assez difficile pour ces derniers de se démarquer en si peu de temps et avec une exposition médiatique si faible. En outre, l'absence des candidats potentiels à la présidentielle a privé de nombreuses listes de leurs principales locomotives électorales.

Une semaine avant le scrutin, les sondages témoignaient du manque d'intérêt des électeurs péruviens pour ces élections. Un sondage d'Ipsos Pérou créditait le parti favori, Action populaire,

³ *El Comercio*, 30 septembre 2019. Le journal relève que des manifestations en soutien à la décision du président ont eu lieu dans la journée à Lima, Piura, Cusco, Arequipa, Ancash, La Libertad, entre autres.

⁴ Selon un sondage de l'Institut d'études péruviennes (IEP), 84 % de la population soutenait la dissolution du Congrès et 75 % approuvait la gestion du président Vizcarra.

d'à peine 10 % des intentions de vote⁵, alors que les indécis constituaient 46 % des voix. Enfin, cette campagne électorale a aussi été marquée par de nombreux actes de racisme, des *fake news*, des propos machistes et des scandales en tous genres qui ont sapé la confiance des électeurs. Ce cocktail électoral explosif laissait présager quelques surprises.

Le désaveu de la classe politique

Au vu des résultats, le premier constat est que les électeurs ont exprimé par leur vote leur mécontentement démocratique. Neuf partis politiques ont franchi le seuil nécessaire à l'obtention de sièges (5 % des votes valides).

Tableau 7
Résultats des élections législatives de 2020 au Pérou

Parti politique	Action populaire	Alliance pour le progrès	Front populaire agricole du Pérou	Force populaire	Union pour le Pérou	Podemos Perú	Somos Perú	Front ample	Parti violet
Nombre de sièges au parlement	25	22	15	15	13	11	11	9	9

En résumé, les électeurs péruviens ont sanctionné les partis associés à l'impunité ces dernières années (Force populaire, Alliance populaire révolutionnaire américaine [Apra], Solidarité nationale) et ont plébiscité les groupes politiques incarnant une certaine forme de rupture avec le passé immédiat. Ainsi, 23 % des votes sont allés à des groupes qui n'avaient même pas été pris en compte par les principaux sondages électoraux. Ainsi, Podemos Perú, mené par le général Daniel Urresti, a obtenu 8,25 % des votes valides avec un discours centré sur la sécurité des citoyens. Le Front populaire agricole du Pérou (Frepap, 8,31 % des votes valides) et Union pour le Pérou (6,83 % des votes valides) ont tous deux obtenu des résultats historiques grâce à leur travail militant dans plusieurs régions reculées du pays. Le Frepap a d'ailleurs créé la surprise de ces élections en s'imposant comme la troisième force au Parlement avec un discours fondamentaliste moralo-religieux totalement inédit sur le continent. Le parti Union pour le Pérou s'est également démarqué en devenant la cinquième force grâce à un discours nationaliste radical prêché par son leader Antauro Humala depuis sa cellule. Ces résultats, auquel s'ajoutent un fort taux d'absentéisme (25,3 %) et de nombreux votes nuls (16,93 %) et blancs (2,35 %), ont clairement signifié un rejet de l'ensemble de la classe politique péruvienne (67,9 %).

Ces élections ont engendré une forte dispersion des différentes forces au sein du nouveau Parlement (surtout par rapport au précédent), qui compte désormais deux partis de droite (trente-six sièges), quatre partis du centre (soixante-sept sièges) et trois partis de gauche (trente-sept sièges). Elles se caractérisent aussi par une certaine continuité dans la géographie

⁵ Sondage Ipsos Pérou publié dans le journal *El Comercio* le 19 janvier 2020.

électorale péruvienne : importance du vote au centre, persistance d'un vote dur pour le fujimorisme, bonne performance électorale d'Alliance pour le progrès dans le nord du pays, ainsi qu'un soutien solide aux candidats de gauche dans une grande partie du Sud. De plus, la recomposition de la majorité des listes pour le Congrès s'inscrit dans la continuité des différentes stratégies de survie politique que Steven Levitsky et Mauricio Zavaleta ont appelées « coalitions d'indépendants »⁶. Ainsi, les acteurs politiques se réajustent constamment en formant différentes alliances électorales *ad hoc* afin de survivre à chaque nouvelle élection. Il est possible que l'électorat péruvien réserve encore quelques surprises à l'occasion des élections générales de 2021.

⁶ S. Levitsky et M. Zavaleta, *¿ Por qué no hay partidos políticos en el Perú ?*, Lima, Ed. Planeta, 2019.

Pour citer ce chapitre : Gustavo Pastor, « Les élections législatives péruviennes », in O. Dabène (dir.), *Amérique latine. L'année politique 2020/Les Etudes du CERI*, n° 252-253, janvier 2021 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].